L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 22 AOUT 1884. 57ème Année.

Dufour, Dennet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La
, Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI, 22 AOUT 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les per
teurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

L'Abeille du 1er Septembre.

Nous publierons dimanche, le 31 août, le 1er septembre étant un lundi, jour où ne paraît pas l'ABEILLE, une Revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1883-84 à la Nile-Orléans. Cette Revue renfermera tous les renseignements désirables sur les progrès de l'industrie, l'état des récoltes, le cours des valeurs publiques, etc.

Notre numéro du 31 août devant être tiré à un nombre considérable d'exemplaires et expédié dans toutes les directions, les annonces qui y seront insérées auront une très grande circulation. Nous croyons devoir appeler sur ce fait l'attention du commerce et des parties intéressées en général.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par H. Stern & Co., No 35 rue de Chartres
bottes, souliers et brodequins.

La Famie--La variété des cultures en Louisiane.

Nous lisons, dans un journal du Nord, Pintéro-saut contredit suivant sur la révolution qui se produit dans l'agriculture, en Egypte :

"*Le Bosphore égyptien* s'étend longuement sur les progrès de la culture de la ramie en ce pays. L'importante compagnie qui, dit-il, s'est fondée, en vue de l'exploitation de cette plante textile, est sortie de la période des expériences ; elle est entrée dans celle des opérations effectives ; elle cultive la ramie sur une grande échelle. Cette plante est exploitée, aujourd'hui, dans tout le bassin de la Méditerranée, mais, nulle part, sa culture n'y a pris autant d'importance. C'est un grand bonheur pour notre pays, continue le *Bosphore égyptien*; car on commence à y désespérer du blé et du coton qui ne rapportent plus suffisamment."

Ce n'est pas seulement en Amérique, on le voit, aux Etats-Unis, que se déclarent des crises agricoles ; il en est de même dans les autres parties du monde, en Afrique, en Egypte. Même les blés, ces fameux blés d'Egypte, dont la réputation date de la plus haute antiquité, ne fournissent plus de quoi vivre au cultivateur, et l'on sait que le fellah est de facile composition, qu'il se contente de peu.

Il y a, d'ailleurs, d'assez étranges rapports entre son pays et le nôtre. Tous les deux sont traversés par un fleuve qui les inonde, et voilà des milliers d'années que l'Egyptien sait profiter de ces débordements, s'en faire une source de richesses. On a même été jusqu'à dire, de ce côté-ci de l'Atlantique, que le Mississipi n'était qu'un autre Nil, aux eaux duquel il fallait faire leur part, et il a été tracé, pour lui, des plans d'amélioration sur ce principe.

Il ne servirait de rien de nier l'habileté de l'Egyptien en fait d'agriculture ; elle est proverbiale. Il doit lui être pénible de changer ainsi ses cultures séculaires, mais il lui faut céder à la nécessité, et le voilà qui exploite la ramie, plante qui ne nous est pas, non plus, inconnue, dont nous avons essayé de tirer parti, il y a quinze à dix-huit ans, et que nous avons abandonnée, parceque nous n'avions pas alors la machine à décortiquer le textile.

Cette machine existe à cette heure, et, grâce à l'appui que la chimie a prêté à la mécanique, l'Europe a réussi, à force de persévérance, là où l'impatience et le désir de jouir trop vite nous ont fait échouer. Pourquoi ne reviendrions-nous pas à nos travaux d'autrefois, puisque nous savons qu'aujourd'hui le succès en est certain et que nous y trouverons une nouvelle source de prospérité ?

A une époque de transformations perpétuelles, comme la nôtre, où il ne se passe pas dix ans, sans qu'ait lieu, quelque part sur le globe, une révolution industrielle ou agricole, qui, très souvent, va frapper, de préférence, ce qui se croyait le plus stable, il est bon de ne se fier à aucune industrie, à aucune culture, en particulier, de les multiplier le plus possible autour de soi.

C'est là ce qui, de tout temps, a soutenu l'agriculteur européen. Une récolte lui faisant défaut, la perte qu'il subissait, de ce côté, était compensée par le bénéfice que lui procurait une autre récolte réussie.

Ici, qu'avons nous pour nous faire vivre, quand la canne ou le coton nous manque ? Nous avons, dernièrement, ajouté à ces deux produits le riz, dont, en peu de temps et facilement, nous sommes devenus grands producteurs, et le maïs qui devient, pour nous, d'un excellent rapport. Ces faits prouvent qu'il nous est très aisé de multiplier nos cultures, que nos terres peuvent porter à peu près tout ce que nous voudrions leur confier, et nous négligeons de multiplier. Nous n'avons même pas l'élevage, la principale ressource du fermier dans toutes les régions agricoles. Ailleurs, quand les prairies sont insuffisante pour nourrir le bétail, on en crée d'artificielles, ici, nous ne savons même pas nous servir de nos prairies naturelles, si riches, si fécondes, si capables, d'entretenir de magnifiques troupeaux de fournir non seulement à toute la Louisiane, mais encore à une partie de l'Union, toute la viande de boucherie dont elles peuvent avoir besoin. Nous sommes obligés, au contraire, de la faire venir du dehors, d'Etats voisins, qui s'enrichissent à nos dépends. Nous sommes en dernière ligne sur la liste des Etats éleveurs, tandis que nous devrions y occuper un des premiers rangs.

Avec un sol comme le nôtre, il est vraiment déplorable que nous soyons si lents à adopter les nouvelles cultures, à abandonner les anciens systèmes, errants, à tirer parti des méthodes scientifiques en vogue dans les deux mondes. Favorisés comme nous le sommes, nous devrions donner le ton à l'agriculture aux Etats-Unis ; nous nous laissons traîner à la remorque des autres sections.

Cette Ramie, par exemple, dont nous avions commencé les essais, avec un succès qui eut dû nous encourager, que nous avons abandonnée ensuite, un peu trop hâtivement, n'aurions-nous pas dû, tout au moins, en suivre les progrès dans les autres pays ? Quand nous la voyons se propager dans tout le bassin de la Méditerranée, nous ne songeons même pas à en reprendre la culture, et c'est à peine s'il nous en reste quelques plants délaissés, oubliés dans deux ou trois enclos, quand il nous eut été si facile de la propager dans d'immenses terrains, dont nous ne savions que faire, où elle se serait multipliée d'elle-même, sans nous coûter la moindre peine, sans nous occasionner les moindres frais. A l'heure qu'il est, nous serions en état de l'exploiter en grand, d'en tirer de très beaux revenus.

Nous en dirons autant de la jute, dont la fibre nous serait au utile, à nous qui faisons un si gros commerce de riz, de maïs, de coton. Les millions de balles, de sacs, que nous expédions, que nous sommes obligés de faire venir du Nord, de la Nouvelle-Angleterre, nous les fabriquerions nous-mêmes ; l'argent que nous envoyons au loin pour nous procurer cette grossière toile d'emballage, resterait dans nos poches, et nous permettrait de réduire considérablement nos frais de transport.

La jute ? On la cultive dans le Mississippi, où elle vient moins bien que chez nous ; mais en Louisiane, bien peu de personnes daignent s'en occuper. Des ingénieurs habiles ont inventé des machines fort ingénieuses et qui faisaient d'excellente besogne ; à peine ont-ils trouvé quelques fonds pour pouvoir en construire des modèles.

Aujourd'hui, la chimie aidant, on décortique le textile, avec une grande rapidité et à des prix qui nous mettraient à même de lutter victorieusement contre les produits de l'Inde. Rien n'a réussi à nous faire adopter la nouvelle culture, qui serait plus fructueuse, peut-être, que le coton. Tout au moins, en cas de mauvaise récolte, elle pourrait, avec la Ramie, nous fournir une ample compensation aux pertes que nous faisaient subir le coton ou la canne. Mettons-nous donc à l'œuvre, et profitons des avantages que nous tenons de la nature.

L'Hon. Carletou Hunt.

On sait que l'assemblée des planteurs de la Louisiane, qui a siégé dans notre ville et vient de s'ajourner, a adopté plusieurs résolutions qui touchent à l'industrie du sucre et à celle du riz ; nous croyons devoir signaler celle qu'a présentée Mr. Kernochan, délégué de la paroisse Plaquemines :

La Convention profite de cette occasion pour proclamer les services efficaces, éminents, qu'a rendus à l'Etat l'honorable Carl-lou Hunt, représentant du premier district congressionnel.

Elle le recommande à ses commettants et a l'espoir qu'il sera encore nommé candidat à la prochaine élection.

Les planteurs ont fait un simple acte de justice à l'égard d'un mandataire qui a rempli son devoir dans des circonstances où il fallait un véritable héroïsme pour ne pas céder à la pression de la grande majorité de son parti.

Seul de toute la délégation démocrate de la Louisiane, M. Hunt, en dépit des appels et des clameurs, a soutenu, par ses discours et ses votes, au sein de la Chambre et partout, les intérêts dont la défense lui avait été confiée, et a porté haut et ferme le drapeau de la protection sous laquelle le pays a grandi et prospéré, sans laquelle les cultivateurs du premier district et de la Basse Louisiane ne sauraient vivre. Avec trois autres démocrates du Sud, qui ont voté avec lui au moment décisif, il a empêché le triomphe de la mesure inique, insensée, du comité Morrison, sauvé notre industrie sucrière et le parti conservateur.

Sa conduite méritait donc la reconnaissance que la Convention lui a témoignée. Nous sommes heureux que les délégués se soient si bien acquittés de leur dette, fiers d'avoir soutenu, de toutes nos forces, la candidature et les actes de notre très distingué compatriote et ami.

—Il était également de toute justice que l'assemblée se souvint des services des honorables Gibson et Jonas, nos habiles avocats au Sénat, et elle s'en est souvenu.

Elle n'a pas oublié les votes dont M. Kellogg, représentant républicain du troisième district, a donné chaque fois que nos industries ont été menacées, et elle l'en a remercié.

Liers, démocrates, liers.—Nous appelons l'attention sur l'offre libérale faite par cet excellent journal démocratique, THE NATIONAL DEMOCRAT, publié à Washington, D. C. On ferait bien d'en profiter. Tous les bons démocrates sont appelés à aider à la circulation de journaux démocratiques. On désire un correspondant ici. Voir l'annonce.

M. H. BILLARD, (ancienne librairie Hébert) annonce qu'il a reçu les numéros de l'Illustration et du Monde Illustré du 9 août.

On se souvient que dans la réunion tenue, dernièrement, à Paris, à la Société de géographie, le comte d'Antigné avait annoncé que M. Joseph Du Bourg était à Venise auprès de don Carlos. M. Du Bourg fait connaître, dans une lettre que publie le *Journal de Paris*, organe hebdomadaire des légitimistes intransigeans, le résultat de cette mission. En voici le passage caractéristique :

Dans l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec M. le duc de Médina, j'ai pu exposer la situation de la France, telle que nous la voyons, avec ses menaces et ses dangers, avec les divers courants de l'opinion publique, avec nos difficultés, notre inébranlable résolution, et enfin avec les espérances que nous fondons sur le concours des princes de la branche aînée de la famille royale.

Monseigneur m'a répondu :

Je l'ai déjà déclaré plusieurs fois : personnellement, je ne m'appartiens plus. Je suis à l'Espagne. Elle m'achètera au prix de son sang le plus généreux.

—Ce n'est pas que s'incliner, Monseigneur devant cette chevaleresque loyauté.

—Ce n'est pas seulement ma personne que je dois à l'Espagne : mais encore c'est son avenir que je dois assurer. Mon fils, élevé dans ces idées, représente cet avenir ; il entrera dans mes vues, j'en suis certain.

J'insistai alors beaucoup sur les liens indissolubles existant entre la France et les Bourbons ; la force que la France avait prêtée aux princes à l'Espagne, et qu'elle était en droit de les revendiquer. C'est là ce que nous souhaitons, nous autres, en nous basant sur l'application stricte des principes de notre droit monarchique, sur les lois fondamentales du royaume, lois qui, pour être écrites, n'en sont pas moins pour cela de véritables constitutions politiques. Nous pouvons n'être qu'un petit nombre ; mais nous avons le droit d'être entendus, et nous prouverons aux Bourbons partage notre manière de voir. J'insistai avec conviction et je pressai Monseigneur de questions. Il voulut bien me répondre :

—Il est un fait incontestable, c'est que notre branche est la branche aînée des Bourbons, et que mon père en est le chef. Nous chercherons à faire parler depuis quelque temps ; et, sans occuper en rien la bonne foi de mes interlocuteurs, les récits qu'ils publiés après nos entretiens m'ont valu tant de lettres de félicitations. Puisque la cause de ces questions avec un des fidèles serviteurs de la légitimité, avec un des hommes que mon oncle honorait de la confiance, je préfère m'expliquer nettement. Comme je vous le disais tout à l'heure, je ne m'appartiens plus. Je suis à l'Espagne, et de demeure personnellement convaincu que la succession légitime de mon oncle le comte de Chambord revient à notre branche, d'après les lois de la monarchie : Constitution française. Certains se plaisent à dire que nous sommes des princes devenus étrangers à la France. Avec les traditions, il est semblable situation pour toutes les familles souveraines, nos sentiments pour la France, et le sang de Louis XIV, qui coule dans nos veines, protestant contre cette allégation.

Mlle Gertrude grandit d'une façon démesurée. Sa mère est très inquiète.

—Je n'ai pas de quoi m'habiller, dit-elle, je ne sais que faire de mes robes, et voilà Gertrude qui grandit, grandit, c'est à désespérer.

—Mais, maman, répond la petite, c'est pour ne pas avoir besoin de robes.

NÉCROLOGIE.

Il semble que depuis quelque temps la mort se plaise à frapper la vieille population Louisianaise. Elle a fait là bien des vides. Longue, bien longue à reproduire serait la liste funèbre de ceux des nôtres qui, au cours des deux ou trois derniers mois, nous ont été enlevés.

Récemment, tout récemment nous enregistrions à cette même place la mort d'une femme remarquable sous tous les rapports, Mme Laure Larendon, née Beauregard, et voici qu'il nous faut annoncer aujourd'hui celle de Mme Walter S. Larendon, née Villeré, fille de l'honorable Charles J. Villeré.

C'est le 18 août à Atlanta, Georgie, qu'est arrivé ce malheur, qui atteint une fois de plus une famille si souvent et si cruellement éprouvée en cette année 1884 ; la famille Villeré qui, il y a peu de jours encore, perdait l'un de ses membres les plus considérés, M. S. Villeré.

Nous n'avons pas besoin d'écrire l'éloge de ce nom ; il appartient à l'histoire de la Louisiane ; il en est l'une des fiertés. On le voit briller dès 1768, en 1814, en 1815 ; on le retrouve à la tête de l'Etat (le Gouverneur Jacques Villeré) de 1816 à 1820, et depuis lors toujours et toujours il est resté pur ; il brille au premier rang de ceux qu'on aime à citer.

L'honneur est un héritage que cette famille se transmet de génération en génération, et dont chacune de celles-ci se montre digne.

Un de nos confrères d'Atlanta, un écrivain du journal *Atlanta Constitution*, écrivait, à la date du 20 août, des lignes inspirées par la mort prématurée de Mme Walter S. Larendon. Elles sont trop émues, trop éloquentes pour que nous ne les reproduisions pas dans les colonnes de l'ABEILLE :

"MORT DE MME WALTER S. LARENDON.—Rarement la plume a-t-elle le devoir de donner une plus désolante nouvelle ; les regrets seront poignants et le voile de deuil sera peuant à porter pour le cercle d'amis que cette femme accomplie s'était faits durant le temps trop court où notre ville a été son *home*.

"Elle était née d'une famille distinguée ; ses ancêtres se firent remarquer par les sentiments chevaleresques, la culture de l'esprit, le raffinement de l'éducation. A ces sources toutes pures elle s'était imbue profondément de ces grands traits de caractère qui font la femme dans la véritable acception du mot, un être de tendresse et d'amour, forçant l'admiration de tous.

"A un âge tendre elle avait perdu sa mère. Tel avait été aussi le triste destin de Laure Beauregard Larendon, dont nous annoncions si douloureusement dans ces colonnes la mort prématurée. Toutes deux furent élevées par leur grand'mère bonorée, type superbe des premiers jours de la Louisiane Sous l'égide protectrice de Mme Judice Viviers, Laure et Julie devinrent bien véritablement des sœurs ; leurs deux existences se fondirent l'une dans l'autre, leurs fleurs plus qu'une d'Insondable destinée les réunit encore aujourd'hui dans la tombe, et parmi le chœur des anges la mère éteint dans un même embrassement et son enfant naissant et sa sœur.

"Nos sympathies sans limite nous les envoyons au mari et au père pleurant une perte irréparable. Tous deux sont demeurés avec une vigilance affectueuse et sans trêve au chevet de douleur, épiant, écoutant le moindre soufflé ; et à ses dernières heures, au milieu de ses tortures, la pauvre malade a trouvé en eux toute la sollicitude, tout le dévouement que la nature humaine peut inspirer pour aider à supporter la souffrance.

"Puisse le temps apporter un peu de soulagement à des blessures si accablantes, si profondes ! Puisse une consolation majeure dans le souvenir rayonnant laissé par celle qui fût tant aimée et que voilà perdue aujourd'hui."

On ne saurait mieux dire ; nous n'ajouterons rien.

MORT DE MME F. BIGNEY.—Hier un cortège nombreux de parents et d'amis accompagnait à sa demeure dernière Mme F. Bigney, femme de notre éminent confrère du *Daily City Item*. Cette mort est venue après une maladie de quatorze mois, après une continuité de souffrances subies avec un courage, une résignation que seules peuvent donner la foi sincère et la conscience d'avoir sans relache pratiqué la vertu.

Mme F. Bigney appartenait à une famille distinguée de la Virginie—les Alexander. Elle avait laissé là bas, comme elle laissa ici, le souvenir d'une nature généreuse, dévouée ; la trace d'une chrétienne, heureuse de faire le bien, et allant généreusement au devant de ce bien.

Si elle s'en est allée avec le regret de cette famille et de ces amis qu'elle laissait, elle a trouvé du moins une consolation bien forte dans sa religion profonde, et dans la parole éloquente et émue du Rév. Dr Palmer qui l'a administrée. Les bénédictions de ceux qui nous aiment et nous entourent au lit de mort, sont un puissant et bienfaisant viatique. Elles ne lui ont pas manqué et elle les méritait mille fois.

Nous prions notre excellent confrère M. F. Bigney de recevoir l'expression de notre vive sympathie.

—Nous ne pouvons qu'annoncer à la hate une triste nouvelle qui nous arrive à la dernière heure. M. Nicolas Adolphe Rost, fils aîné du juge de la Cour Suprême, feu l'honorable P. A. Rost est mort hier soir à 11 heures.

La famille Rost, dont on connait la distinction, est alliée à plusieurs des familles les plus considérables de la Louisiane.

Les funérailles de notre très regretté compatriote auront lieu aujourd'hui à 5 heures. Le convoi partira de la maison mortuaire, rue de la Victoire No 29.

—Nous remercions les membres de l'Association de Bienfaisance Mutuelle du Pélican des billets que nous tenons d'eux.

C'est lundi prochain, jour de la St Louis, que cette belle société donne sa seconde Grande Fête Annuelle. Elle aura lieu au Fort Espagnol. Le programme en est extrêmement varié : des jeux, des exercices de toutes sortes, un concert par le Club de la Garde Eclisene, des manœuvres par le fameux détachement d'artillerie du capitaine Eugène May, un feu d'artifice, des illuminations, une représentation d'opérette, et enfin deux Bals, dont le premier pour les enfants. Bal gratuit pour ces derniers. Prix d'entrée pour le grand Bal du soir 50 cents.

WEST END.—*La Périchole* tient toujours l'affiche et la tient avec avantage pour tous ; pour la caisse qui se remplit assez régulièrement ; pour la troupe à laquelle les spectateurs font toujours le meilleur des accueils ; pour le public qui s'amuse, qui rit largement, et se plait tant à ce rire que, de bis en bis, il en vient presqu'à faire exécuter deux fois l'ouvrage. Et les interprètes ne s'en plaignent pas, au contraire ; et c'est sans barguigner qu'ils répètent les morceaux demandés, quelle que soit leur fatigue, quelle que soit l'escalade du thermomètre.

Tout cela pour 25 cents.

Et à ce "tout cela" qu'oublions pas d'ajouter le concert au Pavillon par M. Frol. Bryant, et par l'orchestre qu'on entend gratis.

PAVILLON FARANTA.—Tous les soirs représentation attrayante au Pavillon Faranta qui depuis quelques jours fait les délices du Troisième District, au coin des rues Congrès et Dauphine.

Prix d'entrée, 10 cents.

MILNEBURG.—Le Protens Rowing Club fait des préparatifs qui nous assurent pour le 27 août une charmante fête nautique sur le Lac.

Aux trois courses annoncées prendront part des rameurs dont le moins habile est encore un concurrent redoutable. Donc les bisceps devront faire bien des efforts pour gagner les médailles d'or tant enviées et que l'on peut voir exposées au café de John Trisconi, coin des rues Decatur et du Canal.

Ce soir, jolie représentation au théâtre de Milneburg, sur les terrains de l'Hôtel Washington. Entrée gratuite.

LE CHOLERA.—SEANCE DU 5 AOUT DE L'ACADEMIE DE MEDECINE DE PARIS.

La séance est présidée par M. A. Guérin. L'ordre du jour porte : "Du choléra."

Le choléra.—Le président donne la parole à Guéneau de Mussy, qui, après avoir rappelé l'historique des doctrines qui ont régné depuis 1832, au sujet de l'origine du choléra, déclare qu'à l'heure actuelle, la question peut être considérée comme jugée et que la maladie doit être considérée comme essentiellement contagieuse.

Dans ces conditions, la question de la prophylaxie du choléra ressemble de point en point à celle de la fièvre typhoïde, c'est-à-dire que c'est en s'occupant des vidanges et des eaux potables qu'on arrivera à éviter la maladie.

L'eau joue un rôle important dans la propagation du fléau, et cela parce qu'elle peut être facilement souillée par les déjections cholériques, que celles-ci aient été déversées dans les rivières ou qu'elles aient pénétré par infiltration dans les puits qui servent à l'alimentation publique.

C'est là une vérité absolument incontestable ; la preuve en est que le conseil d'hygiène engage les habitants à ne se servir que d'eau bouillie, lorsqu'ils ne peuvent pas utiliser des eaux minérales d'origine incontestable.

L'administration devrait réserver l'eau de source pour les usages culinaires, les partager entre tous et rationner chaque habitant si elle ne peut fournir une quantité d'eau suffisante ; dans le cas où, même en agissant ainsi, il serait impossible de fournir cette eau à tous, une des premières dépenses à inscrire dans nos budgets futurs devrait être destinée à augmenter la quantité des eaux qui nous arrivent en ce moment.

Les anciens, pour les usages domestiques, ne se servaient jamais de l'eau des rivières au bord desquelles ils se trouvaient, mais allaient chercher l'eau de source à des distances fort grandes. De même, à Paris, les eaux de la Seine, de la Marne, celles du canal de l'Ourcq ne devraient être utilisées que pour le lavage des rues et des égouts, et c'est de l'eau de source que chacun devrait avoir à sa disposition.

Quant aux vidanges, nos égouts n'ont pas une pente suffisante et l'eau dont nous disposons n'est pas assez abondante pour les laver complètement. Dans ces conditions, ce sont de très mauvais réservoirs pour les vidanges, et il faudrait renoncer à y envoyer. En attendant que cette mesure soit adoptée, on pourrait désinfecter les matières fécales que l'on envoie à l'égout, en employant un des désinfectants que nous possédons.

On devrait exiger la déclaration des maladies atteintes de maladies contagieuses. On a objecté à cette mesure la violation de la liberté individuelle et du secret professionnel. La liberté individuelle ne saurait être invoquée lorsqu'il s'agit de l'intérêt général. Quant au secret professionnel, on pourrait tourner la difficulté, soit en ordonnant des médecins chargés spécialement de la recherche des maladies contagieuses, soit en exigeant des parents la déclaration des cas de maladie que leur médecin aura reconnue contagieux.

Pour assurer l'exécution de toutes ces mesures d'hygiène, il serait urgent de créer un bureau sanitaire analogue à celui qui fonctionne à Bruxelles, et qui est chargé de centraliser tout ce qui est relatif à ces questions sanitaires.

Après les déclarations de M. Guéneau le Mussi, le président donne la parole à M. Strauss qui désire faire à l'Académie une communication relative à ses recherches sur le choléra.

M. Strauss a rappelé d'abord ses nombreuses observations en Egypte et constaté, dans les tuniques de l'intestin, il n'avait jamais rencontré de microbes plus profondément que dans la première et la deuxième couche épithéliales, que celles-ci aient été déversées dans les rivières ou qu'elles aient pénétré par infiltration dans les puits qui servent à l'alimentation publique.

C'est là une vérité absolument incontestable ; la preuve en est que le conseil d'hygiène engage les habitants à ne se servir que d'eau bouillie, lorsqu'ils ne peuvent pas utiliser des eaux minérales d'origine incontestable.

L'administration devrait réserver l'eau de source pour les usages culinaires, les partager entre tous et rationner chaque habitant si elle ne peut fournir une quantité d'eau suffisante ; dans le cas où, même en agissant ainsi, il serait impossible de fournir cette eau à tous, une des premières dépenses à inscrire dans nos budgets futurs devrait être destinée à augmenter la quantité des eaux qui nous arrivent en ce moment.

Les anciens, pour les usages domestiques, ne se servaient jamais de l'eau des rivières au bord desquelles ils se trouvaient, mais allaient chercher l'eau de source à des distances fort grandes. De même, à Paris, les eaux de la Seine, de la Marne, celles du canal de l'Ourcq ne devraient être utilisées que pour le lavage des rues et des égouts, et c'est de l'eau de source que chacun devrait avoir à sa disposition.

Quant aux vidanges, nos égouts n'ont pas une pente suffisante et l'eau dont nous disposons n'est pas assez abondante pour les laver complètement. Dans ces conditions, ce sont de très mauvais réservoirs pour les vidanges, et il faudrait renoncer à y envoyer. En attendant que cette mesure soit adoptée, on pourrait désinfecter les matières fécales que l'on envoie à l'égout, en employant un des désinfectants que nous possédons.

On devrait exiger la déclaration des maladies atteintes de maladies contagieuses. On a objecté à cette mesure la violation de la liberté individuelle et du secret professionnel. La liberté individuelle ne saurait être invoquée lorsqu'il s'agit de l'intérêt général. Quant au secret professionnel, on pourrait tourner la difficulté, soit en ordonnant des médecins chargés spécialement de la recherche des maladies contagieuses, soit en exigeant des parents la déclaration des cas de maladie que leur médecin aura reconnue contagieux.

Pour assurer l'exécution de toutes ces mesures d'hygiène, il serait urgent de créer un bureau sanitaire analogue à celui qui fonctionne à Bruxelles, et qui est chargé de centraliser tout ce qui est relatif à ces questions sanitaires.

Après les déclarations de M. Guéneau le Musei, le président donne la parole à M. Strauss qui désire faire à l'Académie une communication relative à ses recherches sur le choléra.

M. Strauss a rappelé d'abord ses nombreuses observations en Egypte et constaté, dans les tuniques de l'intestin, il n'avait jamais rencontré de microbes plus profondément que dans la première et la deuxième couche épithéliales, que celles-ci aient été déversées dans les rivières ou qu'elles aient pénétré par infiltration dans les puits qui servent à l'alimentation publique.

C'est là une vérité absolument incontestable ; la preuve en est que le conseil d'hygiène engage les habitants à ne se servir que d'eau bouillie, lorsqu'ils ne peuvent pas utiliser des eaux minérales d'origine incontestable.

L'administration devrait réserver l'eau de source pour les usages culinaires, les partager entre tous et rationner chaque habitant si elle ne peut fournir une quantité d'eau suffisante ; dans le cas où, même en agissant ainsi, il serait impossible de fournir cette eau à tous, une des premières dépenses à inscrire dans nos budgets futurs devrait être destinée à augmenter la quantité des eaux qui nous arrivent en ce moment.

Les anciens, pour les usages domestiques, ne se servaient jamais de l'eau des rivières au bord desquelles ils se trouvaient, mais allaient chercher l'eau de source à des distances fort grandes. De même, à Paris, les eaux de la Seine, de la Marne, celles du canal de l'Ourcq ne devraient être utilisées que pour le lavage des rues et des égouts, et c'est de l'eau de source que chacun devrait avoir à sa disposition.

Quant aux vidanges, nos égouts n'ont pas une pente suffisante et l'eau dont nous disposons n'est pas assez abondante pour les laver complètement. Dans ces conditions, ce sont de très mauvais réservoirs pour les vidanges, et il faudrait renoncer à y envoyer. En attendant que cette mesure soit adoptée, on pourrait désinfecter les matières fécales que l'on envoie à l'égout, en employant un des désinfectants que nous possédons.

On devrait exiger la déclaration des maladies atteintes de maladies contagieuses. On a objecté à cette mesure la violation de la liberté individuelle et du secret professionnel. La liberté individuelle ne saurait être invoquée lorsqu'il s'agit de l'intérêt général. Quant au secret professionnel, on pourrait tourner la difficulté, soit en ordonnant des médecins chargés spécialement de la recherche des maladies contagieuses, soit en exigeant des parents la déclaration des cas de maladie que leur médecin aura reconnue contagieux.

Pour assurer l'exécution de toutes ces mesures d'hygiène, il serait urgent de créer un bureau sanitaire analogue à celui qui fonctionne à Bruxelles, et qui est chargé de centraliser tout ce qui est relatif à ces questions sanitaires.

M. Strauss a rappelé d'abord ses nombreuses observations en Egypte et constaté, dans les tuniques de l'intestin, il n'avait jamais rencontré de microbes plus profondément que dans la première et la deuxième couche épithéliales, que celles-ci aient été déversées dans les rivières ou qu'elles aient pénétré par infiltration dans les puits qui servent à l'alimentation publique.

C'est là une vérité absolument incontestable ; la preuve en est que le conseil d'hygiène engage les habitants à ne se servir que d'eau bouillie, lorsqu'ils ne peuvent pas utiliser des eaux minérales d'origine incontestable.

L'administration devrait réserver l'eau de source pour les usages culinaires, les partager entre tous et rationner chaque habitant si elle ne peut fournir une quantité d'eau suffisante ; dans le cas où, même en agissant ainsi, il serait impossible de fournir cette eau à tous, une des premières dépenses à inscrire dans nos budgets futurs devrait être destinée à augmenter la quantité des eaux qui nous arrivent en ce moment.

Les anciens, pour les usages domestiques, ne se servaient jamais de l'eau des rivières au bord desquelles ils se trouvaient, mais allaient chercher l'eau de source à des distances fort grandes. De même, à Paris, les eaux de la Seine, de la Marne, celles du canal de l'Ourcq ne devraient être utilisées que pour le lavage des rues et des égouts, et c'est de l'eau de source que chacun devrait avoir à sa disposition.

Quant aux vidanges, nos égouts n'ont pas une pente suffisante et l'eau dont nous disposons n'est pas assez abondante pour les laver complètement. Dans ces conditions, ce sont de très mauvais réservoirs pour les vidanges, et il faudrait renoncer à y envoyer. En attendant que cette mesure soit adoptée, on pourrait désinfecter les matières fécales que l'on envoie à l'égout, en employant un des désinfectants que nous possédons.

On devrait exiger la déclaration des maladies atteintes de maladies contagieuses. On a objecté à cette mesure la violation de la liberté individuelle et du secret professionnel. La liberté individuelle ne saurait être invoquée lorsqu'il s'agit de l'intérêt général. Quant au secret professionnel, on pourrait tourner la difficulté, soit en ordonnant des médecins chargés spécialement de la recherche des maladies contagieuses, soit en exigeant des parents la déclaration des cas de maladie que leur médecin aura reconnue contagieux.

Pour assurer l'exécution de toutes ces mesures d'hygiène, il serait urgent de créer un bureau sanitaire analogue à celui qui fonctionne à Bruxelles, et qui est chargé de centraliser tout ce qui est relatif à ces questions sanitaires.

Après les déclarations de M. Guéneau le Musei, le président donne la parole à M. Strauss qui désire faire à l'Académie une communication relative à ses recherches sur le choléra.

M. Strauss a rappelé d'abord ses nombreuses observations en Egypte et constaté, dans les tuniques de l'intestin, il n'avait jamais rencontré de microbes plus profondément que dans la première et la deuxième couche épithéliales, que celles-ci aient été déversées dans les rivières ou qu'elles aient pénétré par infiltration dans les puits qui servent à l'alimentation publique.

C'est là une vérité absolument incontestable ; la preuve en est que le conseil d'hygiène engage les habitants à ne se servir que d'eau bouillie, lorsqu'ils ne peuvent pas utiliser des eaux minérales d'origine incontestable.

L'administration devrait réserver l'eau de source pour les usages culinaires, les partager entre tous et rationner chaque habitant si elle ne peut fournir une quantité d'eau suffisante ; dans le cas où, même en agissant ainsi, il serait impossible de fournir cette eau à tous, une des premières dépenses à inscrire dans nos budgets futurs devrait être destinée à augmenter la quantité des eaux qui nous arrivent en ce moment.

Les anciens, pour les usages domestiques, ne se servaient jamais de l'eau des rivières au bord desquelles ils se trouvaient, mais allaient chercher l'eau de source à des distances fort grandes. De même, à Paris, les eaux de la Seine, de la Marne, celles du canal de l'Ourcq ne devraient être utilisées que pour le lavage des rues et des égouts, et c'est de l'eau de source que chacun devrait avoir à sa disposition.

Quant aux vidanges, nos égouts n'ont pas une pente suffisante et l'eau dont nous disposons n'est pas assez abondante pour les laver complètement. Dans ces conditions, ce sont de très mauvais réservoirs pour les vidanges, et il faudrait renoncer à y envoyer. En attendant que cette mesure soit adoptée, on pourrait désinfecter les matières fécales que l'on envoie à l'égout, en employant un des désinfectants que nous possédons.

On devrait exiger la déclaration des maladies atteintes de maladies contagieuses. On a objecté à cette mesure la violation de la liberté individuelle et du secret professionnel. La liberté individuelle ne saurait être invoquée lorsqu'il s'agit de l'intérêt général. Quant au secret professionnel, on pourrait tourner la difficulté, soit en ordonnant des médecins chargés spécialement de la recherche des maladies contagieuses, soit en exigeant des parents la déclaration des cas de maladie que leur médecin aura reconnue contagieux.

Pour assurer l'exécution de toutes ces mesures d'hygiène, il serait urgent de créer un bureau sanitaire analogue à celui qui fonctionne à Bruxelles, et qui est chargé de centraliser tout ce qui est relatif à ces questions sanitaires.

Le Journal des Débats :

Royauté espagnole, royauté française, royauté absolue, chrétienne, parlementaire, voilà bien des variétés, et propres à contenter tous les goûts. Rien n'est plaisant comme de voir ces quarts ou ces cinquièmes de parti se disputer l'héritage d'une république qui, Dieu merci ! se porte bien, et qui a une santé assez robuste pour résister aux sottises de ses propres amis.

S'il ne s'agissait que de logique, et si nous avions à nous prononcer entre les prétentions de toutes ces ombres de parties politiques, nous dirions que les légitimistes absolus, sans condition, sans exigences et sans phrases, sont encore ceux qui raisonnent le mieux. Ceux-là, au moins, savent ce qu'ils veulent et ne vivent pas d'équivoques. Ils ne connaissent qu'un principe, le droit divin. Ils tiennent en souverain mépris toutes les inventions modernes, le gouvernement parlementaire, la responsabilité ministérielle, les Constitutions et les Chartes.

Quant à ceux qui prétendent concilier la monarchie héréditaire et la démocratie, nous n'avons jamais réussi à comprendre leur programme politique, pour nous les mettons volontiers au défi de le préciser. Qui on non, peuvent-ils qu'une royauté parlementaire durable soit possible ? et, s'ils ne le pensent pas, croient-ils possible de ramener un pays comme le nôtre au régime du suffrage restreint ? Qu'ils s'expliquent là-dessus, qu'ils le fassent. Il est infiniment plus aisé de railler avec esprit les fautes que commet la république, et de discuter la grave question de savoir si les princes d'Orléans sont restés dix-sept secondes ou dix-sept minutes auprès du lit mortuaire de M. le comte de Chambord.

L'avidité des Parisiens à lire les journaux doit surtout, dit M. Aurélien Scholl, frapper les étrangers et leur donner une haute idée de l'esprit public de cette immense population.

"Il faudrait bouleverser de fond en comble le sol français, si l'on voulait expliquer l'intérêt que tous portent à la chose publique. Tout le monde lit : le cocher sur son siège en attendant son maître ; la fruitière au marché, le portier dans sa loge.

"Voyez le boulevard à de certaines heures ; cailles ressemble ont des journaux à la main et se montrent dans les attitudes les plus diverses.

"L'un est assis, l'autre debout, un troisième marche d'un pas tantôt plus lent, tantôt plus pressé. Voilà qu'une nouvelle attire plus fortement son attention, et, oubliant de poser le second pied, il s'arrête immobile, comme Simon le Stylite. Le garçon boucher cesse sa main sanglante pour ne pas salir la feuille qu'il tient, et le pâtissier laisse refroidir ses gâteaux pour lire la gazette. Si jamais Paris venait à périr comme Héroulanum, et que les archéologues futurs trouvassent les hommes dans ces attitudes, ils se tromperaient la tête pour deviner ce qu'